



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

## **A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-03 du 25 mars 2022

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni trouvent un accord dans le dossier des droits additionnels américains sur l'acier et l'aluminium (Section 232)
2. L'USTR annonce le rétablissement de certaines exclusions des droits additionnels en vigueur contre les importations de Chine (Section 301)
3. Le Président Biden annonce de nouvelles sanctions contre la Russie à l'occasion de son déplacement en Europe

## Climat – énergie – environnement

4. Les Etats-Unis et l'Union Européenne créent un groupe de travail conjoint pour renforcer la sécurité énergétique européenne
5. Le Gouverneur de Californie dévoile sa proposition pour alléger la facture énergétique des Californiens
6. L'Agence américaine de l'information sur l'énergie prévoit 44% de renouvelables en 2050
7. Un sommet sur la fusion nucléaire à la Maison Blanche

## Transport et infrastructure

8. Lancement de trois appels à projets dédiés aux grands projets dans le cadre de la loi sur le financement des infrastructures

## Numérique et innovation

9. Passage du Forced Arbitration Injustice Repeal Act à la Chambre
10. Introduction du Government Surveillance Transparency Act au Congrès

## Santé

11. Investissement des sociétés de fond privés dans le secteur de la Santé
12. Lancement de l'ARPA-H

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni trouvent un accord dans le dossier des droits additionnels américains sur l'acier et l'aluminium (Section 232)

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont [annoncé](#) le 22 mars 2022 avoir trouvé un accord afin de lever partiellement les droits de douane américains imposés sur l'acier et l'aluminium. L'accord, proche de ceux négociés avec l'Union européenne et le Japon, prévoit la mise en place de quotas, en dessous desquels les exportations britanniques des produits concernés ne seront plus soumises aux droits additionnels imposés par les Etats-Unis depuis 2018 sur les importations d'acier (+25%) et d'aluminium (+10%) au titre de la Section 232 du *Trade Expansion Act* de 1962. Le Royaume-Uni lèvera de son côté les contremesures en vigueur depuis 2018 sur les exportations de plusieurs produits américains vers le Royaume-Uni (notamment les motos et le whiskey). L'accord annoncé cette semaine entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022.

L'accord prévoit également des mesures visant à lutter contre les pratiques distorsives dans l'industrie de l'acier. Tout producteur britannique détenu ou contrôlé par une entreprise chinoise et exportant de l'acier vers les Etats-Unis dans le cadre du contingent devra désormais se soumettre à un audit annuel mené par un tiers indépendant. Cet audit devra démontrer l'absence de pratiques distorsives la part de ce producteur contribuant aux surcapacités dans le secteur de l'acier.

L'annonce de cet accord s'inscrit dans le cadre de la visite de la ministre du commerce britannique Marie Trevelyan aux Etats-Unis les 21 et 22 mars, lors de laquelle les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé le lancement d'un nouveau forum de discussion portant sur le futur de leur relation commerciale (« *U.S./UK Dialogues on the Future of Atlantic Trade* »). La Représentante américaine au Commerce Katherine Tai a toutefois indiqué ne pas vouloir « préjuger » des résultats de ce dialogue, écartant notamment à ce stade la relance formelle de négociations portant sur un accord de libre-échange entre les deux pays, fortement souhaitée par la partie britannique.

## 2. L'USTR annonce le rétablissement de certaines exclusions des droits additionnels en vigueur contre les importations de Chine (Section 301)

Le 23 mars, l'United States Trade Representative (USTR) a [rendu publiques](#) les conclusions de la consultation publique lancée le 8 octobre 2021 sur l'opportunité de rétablir 549 exclusions tarifaires accordées depuis 2018 par l'USTR pour l'importation de certains produits chinois soumis à des droits additionnels. La plupart de ces exclusions étaient arrivées à échéance le 31 décembre 2020. A l'issue de cette procédure, le USTR a décidé de rétablir 352 de ces exclusions couvrant une gamme large de produits et d'intrants. Ces exemptions sont rétablies de manière rétroactive à partir du 12 octobre 2021 et jusqu'au 31 décembre 2022. Ces procédures d'exclusions avaient été lancées sous l'administration Trump après l'imposition successive de droits de douanes additionnels sur un total d'environ 370 Md\$ d'importations de Chine au titre de la section 301 du Trade Act de 1974. La Représentante au Commerce américaine Katherine Tai avait annoncé la relance de cette procédure d'exclusion lors de son discours du 4 octobre 2021 présentant la nouvelle approche économique et commerciale des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine.

## 3. Le Président Biden annonce de nouvelles sanctions contre la Russie à l'occasion de son déplacement en Europe

Le 24 mars, les Etats-Unis ont [annoncé](#) plus de 400 nouvelles désignations de personnes et entités ajoutées à la liste SDN (Specially Designated Nationals And Blocked Persons List) du Département du Trésor américain. Ces sanctions concernent notamment 328 membres de la Douma (elle-même sanctionnée en tant qu'entité), 48 entreprises du secteur de la défense, le président de la banque Sberbank Herman Gref, ainsi que 17 membres du conseil d'administration de l'institution financière russe Sovcombank. Les Etats-Unis ont également annoncé en coordination avec les Alliés le lancement d'une initiative de partage d'informations pour éviter le contournement des sanctions et réaffirmé que toute transaction impliquant de l'or liée la Banque Centrale de Russie était interdite en vertu des sanctions existantes. Ces annonces interviennent alors que le Président Joe Biden est en déplacement cette semaine en Europe, en vue notamment de participer à la réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OTAN, en marge de laquelle il a [pris position](#) en faveur de l'exclusion de la Russie du G20.

# Climat- Energie - Environnement

## 4. Les Etats-Unis et l'Union Européenne créent un groupe de travail conjoint pour renforcer la sécurité énergétique européenne

Le Président des Etats-Unis, Joe Biden, et la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont annoncé le 25 mars 2022 la création d'un groupe de travail conjoint visant à réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles russes et à renforcer la sécurité énergétique européenne. Celui-ci a pour mission de garantir la sécurité énergétique de l'Ukraine et de l'Union Européenne (UE) en prévision des deux prochains hivers, tout en soutenant l'objectif de l'Union Européenne de mettre fin à sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes.

Le [communiqué de la Maison Blanche](#) indique que le groupe devrait s'organiser autour de deux objectifs : (1) diversifier les approvisionnements en gaz naturel liquéfié (GNL) en accord avec les objectifs climatiques ; (2) réduire la demande de gaz naturel. Il précise que les Etats-Unis et leurs partenaires internationaux s'efforceront de garantir des volumes supplémentaires de GNL pour le marché de l'UE d'au moins 15 milliards de m<sup>3</sup> en 2022. Les États-Unis et la Commission européenne s'efforceront de réduire l'intensité des gaz à effet de serre de toutes les nouvelles infrastructures de GNL et des gazoducs associés, notamment en utilisant des énergies propres pour alimenter les opérations sur site, en réduisant les fuites de méthane et en construisant des infrastructures propres et renouvelables prêtes pour l'hydrogène. La Commission européenne préparera, avec les États membres de l'UE, un cadre réglementaire afin d'accélérer les procédures réglementaires d'examen et d'approbation des infrastructures d'importation de GNL. Elle travaillera avec ses États membres dans le but d'assurer, au moins jusqu'en 2030, la demande d'environ 50 milliards de mètres cube par an de GNL américain supplémentaire, conformément aux objectifs de neutralité climatique.

## 5 Le Gouverneur de Californie dévoile sa proposition pour alléger la facture énergétique des Californiens

Alors que le prix du gallon d'essence poursuit son ascension en dépassant en moyenne les 6\$ dans plusieurs contés dont celui de Los Angeles, le Gouverneur Newsom a dévoilé le 23 mars son plan pour soulager les californiens. [Il propose](#) d'envoyer

une carte de débit d'une valeur de 400\$ à l'ensemble des propriétaires de voitures dans la limite de 2 véhicules par personne, soit 800\$, en s'appuyant sur le registre des immatriculations plus englobant que celui des contribuables. Ce montant correspond à la moyenne des taxes payées par un automobiliste sur l'année. Le coût de la mesure, qui bénéficierait à l'ensemble des californiens sans plafond de ressources ou sans prise en compte de la motorisation, est estimée à 9Mds\$. S'y ajouterait 2Mds\$ pour assurer 3 mois de gratuité aux 3 millions de californiens qui empruntent les transports en commun, geler la revalorisation de l'accise énergétique sur l'inflation du 1er juillet et suspendre une partie de la sale tax sur le diesel. La négociation avec le Parlement s'annonce complexe, dans le cadre des discussions budgétaires annuelles qui s'achèvent vers la fin juin, dès lors que les chefs de file démocrates au Congrès ont pris position la semaine dernière pour un plafond de ressources (le coût serait pour les 1.4 millions de foyer ayant un revenu fiscal supérieur à 200 000 \$ de 560M\$ par an) alors que les Républicains appellent à des mesures immédiates, sans attendre début juillet, comme la suspension de l'accise de 51c/gallon pendant 6 mois.

## 6. L'Agence américaine de l'information sur l'énergie prévoit 44% de renouvelables en 2050

L'*US Energy Information Administration (US EIA)*, dans son rapport annuel sur les [perspectives énergétiques](#) des Etats-Unis, prévoit que la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité aux États-Unis passera de 21 % en 2021 à 44 % en 2050. Ces valeurs sont celles de son scénario de référence qui reflète les lois et réglementations actuelles. L'augmentation des énergies renouvelables est principalement constituée de nouvelles installations éoliennes et solaires. La contribution de l'hydroélectricité reste largement inchangée jusqu'en 2050, et les autres sources renouvelables de production d'électricité, telles que la géothermie et la biomasse, restent collectivement inférieures à 3 % de la production totale.

La croissance de l'éolien et du solaire est stimulée par les crédits d'impôt fédéraux qui, en l'état du cadre législatif et réglementaire, expireront ou diminueront considérablement d'ici 2026. Mais, la baisse des coûts des deux technologies joue

ensuite, selon l'[US EIA](#), un rôle important dans la croissance à long terme.

Dans le même temps, l'[US EIA](#) prévoit que la part totale de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles aux États-Unis passe de 60 % à 44 % dans le scénario de référence, en raison du retrait continu des centrales au charbon. Bien que la production électrique au gaz naturel augmente en termes absolus, la part du gaz naturel dans le mix de production total diminue légèrement, passant de 37 % en 2021 à 34 % en 2050.

## 7 Un sommet sur la fusion nucléaire à la Maison Blanche

La Maison Blanche a organisé le 17 mars dernier [un sommet](#) sur la fusion nucléaire. L'événement organisé par la Maison Blanche a [présenté l'énergie de fusion](#) comme une source d'énergie complémentaire aux sources renouvelables sur le réseau énergétique du futur. L'administration Biden, et un nombre croissant d'investisseurs, considèrent la fusion comme un outil important sur la voie de la neutralité climatique d'ici 2050. Le Congrès prévoit 45 millions de dollars pour un nouveau programme de fusion dans le cadre duquel des entreprises privées s'associeront au [DOE](#) pour construire de nouveaux dispositifs d'énergie de fusion.

# Transport et Infrastructure

## 8. Lancement de trois appels à projets dédiés aux grands projets dans le cadre de la loi sur le financement des infrastructures

Le Secrétaire aux transports Pete Buttigieg a [annoncé](#) ce mercredi l'ouverture de trois programmes de financement fédéral compétitifs consacrés aux projets d'infrastructure d'envergure régionale ou nationale, offrant un montant total de 2,9 Md USD cette année aux différentes entités locales éligibles, notamment les Etats. Un premier programme, appelé MEGA (National Infrastructure Project Assistance), est destiné aux projets jugés complexes, que ce soit par leur ampleur, la multiplicité des juridictions impliquées ou la variété des modes concernés. Nouvellement créé par la loi de financement des infrastructures votée l'an dernier (BIL), ce programme est doté de 1 Md USD, dont la moitié sera distribuée à des projets chiffrés entre 100 et 500 M USD, et l'autre moitié à des projets évalués à plus de 500 M USD, dans les deux cas dans la limite de 50% du coût total par projet. Un second programme, appelé INFRA (Infrastructure for Rebuilding America), a été reconduit cette année avec un montant rehaussé à 1,55 Md USD. En 2021, le programme avait retenu 24 projets lauréats pour une enveloppe disponible de 900 M USD, tandis que l'ensemble des candidatures reçues affichait un besoin total de

financement s'élevant à 10 Md USD. Le troisième programme, pourvu de 300 M USD, a été créé spécialement dans le cadre du BIL pour répondre aux besoins en zones rurales (RURAL - Rural Surface Transportation Grant Program).

Afin d'alléger la formalisation des demandes et simplifier leur examen, les soumissionnaires ont la possibilité d'élaborer pour chaque projet une candidature unique qui pourra être présentée simultanément aux trois appels à projets s'ils le souhaitent, et si leur projet y est éligible. A cet égard, alors que les gouverneurs des Etats réaffirment régulièrement leur large autonomie de décision en matière de financement des infrastructures, le Secrétaire Buttigieg a rappelé les priorités poursuivies par ces appels à projets fédéraux : des emplois bien rémunérés en faveur de la croissance de l'économie, la réduction des émissions, la sécurité, la durabilité et la résilience, l'accent sur les régions rurales et collectivités mal desservies. Dans un contexte de forte inflation qui plombe le budget des ménages, il a également mentionné le renforcement des chaînes d'approvisionnement et la réduction des coûts pour les familles américaines.

Les entités éligibles ont jusqu'au 23 mai 2022, soit deux mois, pour remettre leurs propositions. L'annonce des lauréats est prévu cet automne.

# Numerique et Innovation

## 9. Passage du *Forced Arbitration Injustice Repeal Act* à la Chambre

Le 17 mars, la Chambre des représentants a adopté le « *Forced Arbitration Injustice Repeal (FAIR) Act* » par un vote bipartisan de 222 voix contre 209. Cette législation, introduite par le Représentant Hank Johnson (D-GA) en février 2021, entend protéger les droits des consommateurs, des travailleurs et des petites entreprises en interdisant l'utilisation de clauses d'arbitrage forcé dans les litiges relatifs aux consommateurs et aux employés, mais aussi dans les litiges antitrust ainsi qu'en matière de droits civiques. La Cour suprême avait statué en 2013 que les entreprises peuvent exiger des consommateurs ou des utilisateurs qu'ils statuent sur les réclamations antitrust par arbitrage, une décision que le projet de loi annulerait. Le recours à l'arbitrage forcé est largement utilisé par les entreprises numériques américaines, qui seraient donc obligées de changer cette pratique si ce projet devenait loi. Le FAIR Act devra maintenant être examiné au Sénat, où le sénateur Richard Blumenthal (D-CT) a introduit le projet.

## 10. Introduction du *Government Surveillance Transparency Act* au Congrès

Le 22 mars, le sénateur Ron Wyden, (D-Ore.), et le sénateur Steve Daines, (R-Mont.), ont introduit un [projet de loi](#) exigeant que les personnes faisant l'objet d'ordonnances de surveillance émises par les tribunaux en matière criminelle, permettant aux pouvoirs publics de surveiller leurs e-mails, leurs données de localisation et de navigation Web, et d'autres informations numériques, soient informées de leur existence. Selon les deux sénateurs, à l'heure actuelle, ces ordonnances sont scellées indéfiniment, gardant la surveillance cachée pendant des années, même lorsque les sujets de cette surveillance ne sont jamais accusés d'aucun crime, à l'inverse des sujets d'écoutes téléphoniques ou d'assignations à comparaître, qui doivent éventuellement être informés de cette surveillance. De plus, selon les deux sénateurs, le gouvernement obtient fréquemment des « *gag orders* », qui interdisent aux entreprises numériques d'informer leurs clients des ordonnances de surveillance du gouvernement.

### Brèves

➤ Le 25 mars, les États-Unis et la Commission européenne ont annoncé avoir trouvé un

accord sur les principes d'un « *Trans-Atlantic Data Privacy Framework* », successeur du Privacy Shield. D'après le [communiqué](#) de la Maison Blanche annonçant l'accord, les citoyens de l'UE pourront demander réparation auprès d'un nouveau mécanisme de recours à plusieurs niveaux qui comprend une *Data Protection Review Court* qui serait composée de personnes choisies en dehors du gouvernement américain, et qui auraient pleine autorité pour statuer sur les réclamations et ordonner les mesures correctives nécessaires.

➤ Le 23 mars, Spotify a annoncé un [accord](#) avec Google, par lequel les utilisateurs qui ont téléchargé Spotify depuis le Google Play Store, magasin d'applications de Google, auront le choix de payer avec le système de paiement de Spotify ou avec celui de Google. Pour la première fois, ces deux options cohabiteront dans l'application. Selon Spotify, cela donnera à chacun la liberté de s'abonner et d'effectuer des achats en utilisant l'option de paiement de son choix directement dans l'application Spotify. Cette fonctionnalité sera développée au cours des prochains mois, et sa première version sera lancée plus tard cette année.

➤ Le 22 mars, la sénatrice Catherine Cortez Masto (D-Nev.) a annoncé que le « *Next Generation Telecommunications Act* », son projet de loi bipartisan visant à établir une stratégie nationale pour mettre en œuvre les futures générations de services de télécommunications, y compris la 6G, a reçu un vote positif du comité sénatorial sur le commerce, bénéficiant d'un fort soutien bipartisan. Le projet de loi créerait notamment un groupe d'experts chargé de conseiller le Congrès sur la prochaine génération de services de télécommunications, et de développer une stratégie nationale de télécommunications.

➤ L'avocat général du District de Columbia a déposé [plainte](#) le 21 mars 2022 contre Grubhub – entreprise américaine de livraison de repas – pour pratiques commerciales trompeuses sur le fondement du *Consumer Protection Procedures Act*, notamment en raison de frais cachés, manoeuvres publicitaires illicites et fausses promotions.

➤ Le 21 mars, Qualcomm a [annoncé](#) le lancement de son Snapdragon Metaverse Fund, créé pour investir jusqu'à 100 millions de dollars dans des développeurs et des entreprises créant des expériences de réalité étendue (« extended reality », XR) immersives, ainsi que de réalité augmentée (AR), associées à de l'intelligence

artificielle. Le fonds prévoit de déployer des capitaux grâce à (i) des investissements en capital-risque dans les principales sociétés XR de Qualcomm Ventures et (ii) un programme de subventions de Qualcomm Technologies pour le financement de l'écosystème de développeurs dans des expériences XR.

- Le 18 mars, le Tribunal fédéré du District de Columbia a rejeté le contentieux antitrust opposant le District de Columbia à Amazon. En mai 2021, Karl Racine, avocat général du

District de Columbia, avait déposé une plainte accusant le géant d'obliger les commerçants présents sur le site à vendre leurs produits au prix le plus bas, ce qui aurait supposément entraîné une hausse générale des prix. Le rejet de cette affaire – qui aurait été le premier contentieux antitrust intenté par le gouvernement fédéral contre Amazon – a été fait sur le fondement d'une insuffisance de preuve.

## Santé

### 11. Investissement des sociétés de fond privés dans le secteur de la Santé

Un [rapport](#) du *American Investment Council and Pitchbook* met en lumière l'importance qu'ont eu les sociétés de fond privés dans le soutien à l'industrie des sciences de la vie depuis 10 ans, grâce à des investissements à hauteur de 280 milliards sur cette période aux Etats-Unis. Depuis 2020, 36 milliards USD ont été investis dans les sciences de la vie et 55 milliards dans la production de dispositifs médicaux par le biais de ces fonds. Le rapport souligne le rôle majeur de ces sociétés dans le développement d'innovations dans le domaine pharmaceutique, biomédical et des biotechnologie grâce au financement d'entreprises du secteur ou encore au financement d'essais cliniques de phase 3 pour des traitements développés par des compagnies ou des instituts de recherche.

### 12. Lancement de l'ARPA-H

Vendredi 18 mars, le président Biden a [annoncé](#) la création de l'ARPA-H (Advanced Research Projects Agency for Health), agence qui sur le modèle de la DARPA pour la défense, financera la recherche pour l'innovation en Santé. Cette annonce fait suite au vote du [budget](#) 2022 le 15 mars 2022 qui comprend un financement de 1 milliard USD pour la création de cette agence.

La création de cette agence est une victoire pour le gouvernement fédéral qui soutenait depuis quelques mois cette initiative, inclut dans différents projets de loi notamment le [Cures 2.0 Act](#). L'ARPA-H aura la mission d'accélérer le développement de traitements de pointe pour la prévention et le traitement du cancer, de la maladie d'Alzheimer ou encore du diabète et ainsi répondre à des enjeux importants de santé publique aux Etats-Unis.

### Brèves

- Une [analyse](#) de Politico des données du *Health and Human Services* affirme que près de 50 millions de personnes aux Etats-Unis ont été concernées soit par des fuites soit par le piratage de leurs données de santé. La proportion annuelle de piratage parmi les brèches de données est passée de 35% en 2016 à 75% en 2021. Cette croissance s'explique par la digitalisation des parcours de soins, qui a rendu les données de santé disponibles sur des plateformes, et l'aspect particulièrement lucratif de la revente de ces données sensibles sur le darkweb ou de la pratique de ransomware sur des cliniques et des groupements hospitaliers. La sécurisation des données sera un enjeu majeur pour les institutions et les structures de santé publiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.